MARCHÉ DU LAIT

Aux origines de la crise

L'Algérie importe de la poudre de lait et certains de ses dérivés depuis bientôt bien plus d'une décennie pour combler le déficit qu'enregistre la filière pour répondre à la demande de la consommation nationale avec du lait reconstitué.

Selon une étude du Bneder, les pouvoirs publics consacraient annuellement des subventions de l'ordre de 46 milliards DA à la filière dont une partie est réservée à la production du lait dont le prix est administré, soit 12 milliards DA en 2009. Ce montant n'a pas cessé d'augmenter chaque année pour atteindre 30 milliards DA en 2013.

Cependant, depuis 2015, à l'analyse des statistiques, la facture d'importation de lait et de ses matières premières a reculé à 399,71 millions de dollars durant les cinq premiers mois de 2016, contre 519,04 millions à la même période de 2015, soit une baisse de 23%.

Les quantités importées de ce produit (lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières utilisées comme intrants) ont également reculé mais de moindre ampleur pour s'établir à 161 225 tonnes contre 172 930 t, soit une baisse de 6,77% entre les deux périodes de comparaison, indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis).

Outre la baisse, quoique légère, des quantités importées, la facture a surtout reculé en raison de la chute des prix à l'importation par l'Algérie de cette denrée alimentaire.

Cette baisse est expliquée par le recul des prix à l'importation de la poudre de lait durant le 1er trimestre 2016 en passant à 2 469 dollars/tonne contre 3 040 dollars/tonne durant la même période en 2015 (-20%).

Cependant, les observateurs considèrent que cette situation de dépendance des firmes étrangères qui saigne nos financse n'est pas le résultat d'une fatalité mais bien le fruit de certaines décisions qui sont venues déstabiliser la filière au lieu de la dynamiser en démotivant la production nationale et en créant des conditions handicapantes et, même, à long terme pour que l'Algérie arrive a réduire considérablement les importations de la poudre de lait et ses intrants tout au moins.

Pour expliquer comment on en est arrivé à cette forte dépendant et à ce recours à l'importation, nous avons pris l'exemple de la wilaya de Aïn Defla, une wilaya à vocation agricole par excellence, mais seulement à titre d'exemple parce sans aucun doute, les mêmes décisions politiques et administratives appliquées à d'autres wilaya ont produit les mêmes effets et la même situation.

De plus, il faut admettre que la réduction des importations qu'on a évoquée n'est pas le fait d'une quelconque augmentation de la production laitière induite elle-même par une augmentation du cheptel bovin. Pour preuve, aujourd'hui, dans nos cités au quotidien, des files d'attente des livraisons de lait en sachet se forment devant les commerces dès l'aurore pour que le consommateur puisse acheter quelques sachets. Certains expliquent cette tension sur le lait par une demande irraisonnée, irréfléchie. Alors que c'est le fait de l'insécurité de l'approvisionnement qui pousse les gens à se mettre à l'abri du manque de ce produit stratégique, voire vital, car si le consommateur était persuadé de la disponibilité du produit, il n'en achèterait pas de grandes quantités.

Photo : DR

L'Algérie importe 70% de ses disponibiltés en lait et ses produits dérivés.

Cette tension sur le lait qu'on importe maintenant parce que la production nationale est devenue dérisoire avec la démographie galopante et une filière qui a jeté la clé sous le paillasson, brisée par des décisions qui ont entièrement déstructuré tout le système de production pour pouvoir importer, pour obliger l'Algérie à importer.

A ce sujet, un flash-back s'impose pour donner quelques-unes des causes qui ont fait qu'aujourd'hui, l'Algérie se saigne financièrement pour donner du lait à ses enfants et le cas de la wilaya n'est cité ici qu'à titre d'exemple.

En effet, selon une étude réalisée et présentée récemment par Mme Mokadem de la Direction des services agricoles, jusqu'en 1987, la wilaya de Aïn Defla comptait quelque 25 Domaines agricoles socialistes, les DAS, soit une centaine de fermes versées dans l'élevage de vaches laitières dans 111 étables avec une capacité d'élevage de 3 128 têtes de vaches de races connues pour leurs performances productives, notamment les «Pis Rouges» donnant du lait à haut rendement et de la viande de bonne qualité. A cette époque, le lait coûtait 1,20 DA le litre au détail.

Parallèlement à l'élevage des «Pis Rouges», on procédait à l'élevage des «Pis Noirs» réputés pour leur capacité de reproduction, des veaux notamment pour la boucherie, des veaux capables de prendre du poids à raison de 180 g/j durant les 5 premiers mois.

Toujours à cette période, avant 1987, la wilaya de Aïn Defla produisait quelque 14 millions de litres de lait par an à raison d'une moyenne qui variait entre 15 et 18 l/j par vache laitière, avec un système de contrôle permanent et de la qualité du lait et de la santé vétérinaire du cheptel, en plus des mesures de limitation draconienne de l'autoconsommation.

Pour atteindre une capacité de production de lait et de viande aussi abondante, on avait consacré 1 570 ha pour la culture des plantes fourragères à raison de 0,5 ha pour les besoins de l'alimentation en fourrage vert d'une seule vache. On avait aussi introduit le procédé d'ensilage, soit dans des silos ou des bacs dans chaque ferme d'élevage.

Les résultats de cette politique d'élevage étaient si encourageants qu'on avait mis en place un bassin laitier, une unité de transformation du lait cru, Orlac à Arib, une unité de production de l'aliment du bétail, Onab et une unité de production de sucre de betteraves génératrice de mélasse (résidus de la transformation de la betterave en sucre), très nourricière pour le cheptel bovin pour la production du lait et pour l'engraissement.

Malheureusement, quelque part, il a été décidé que cet élan vers l'autosuffisance en lait et viandes rouges et avec lui tout le système mis en place devait être sabordé et c'est ainsi qu'on a assisté à ce qui a été appelé restructuration de l'agriculture et une restructuration qui avait généré la micro-parcellisation des grandes superficies de terres agricoles et donné naissance aux «Exploitations agricoles collectives» les EAC, les Exploitations agricoles individuelles, les EAI, des lopins de terre pour chaque bénéficiaire, juste bons pour de petits maraîchages, ce qui a engendré un démembrement des grandes superficies et un impact très négatif sur l'élevage et la production laitière. Une fois le système de production de lait et de viandes mis à terre, les terres, ou plutôt les parcelles de terres, ont été détournées pour la céréaliculture, l'arboriculture fruitière et le maraîchage.

A ces causes est venue se greffer la raréfaction des crédits bancaires et il s'en est suivi une filière du lait et de la viande vouée à l'abandon, ce qui a conduit à la dégradation de 54 étables sur les 111 qui existaient, 46 en très mauvais état, 10 encore en fonction et une entièrement détruite, livrées aux mains de 55 EAC et 6 EAI.

A ces errements dans la politique agricole faits d'absence de planification et d'études d'impact est arrivée la décennie noire qui a touché de plein fouet le monde rural et agricole avec abandon des terres, exode massif en direction des agglomérations urbaines ce qui a généré un arrêt total des investissements dans le domaine agricole en général et dans l'élevage en particulier avec les étables vidées et abandonnées et le cheptel conduit aux abattoirs.

Il a fallu attendre la fin des années 1990 pour que reprenne l'activité agricole et c'est au début des années 2000, avec la mise en place du Plan national de développement agricole, le PNDA, avec sa série d'encouragements à la production laitière, et les subventions de 13 DA pour la collecte et la transformation, subvention qui est passée à 21 DA en 2009 et à 23 DA en 2016. Avec des primes d'encouragement de 5 DA/l pour le collecteur et 4 DA/l pour le transformateur.

Ces mesures d'encouragement n'ont pas été les seules puisqu'elles ont été suivies par une autre série d'aides à la réhabilitation des étables de 500 000 DA, un soutien à hauteur de 30% pour l'acquisition des équipements, une subvention de 60 000 DA pour l'acquisition de génisses.

Dans le cadre de la volonté de multiplier le cheptel bovin et par là augmenter la production laitière, il avait été décidé une prime de 60 000 DA à la naissance d'un veau, une aide de 10 000 DA pour chaque veau né de l'insémination artificielle, 50 000 DA pour chaque vache porteuse, et une subvention de 800 DA pour couvrir les frais d'insémination artificielle.

S'agissant de l'aliment du bétail, un soutien de 4,20 DA le kg pour la production du fourrage enrubanné dans la région nord du pays et 1 500 DA le prix du quintal de son à raison de 4 kg par jour et par vache laitière.

Le montant total des subventions pour l'investissement y compris les primes est estimé pour l'année 2016 à 1 665 857 867 DA.

Où en est la filière de la production laitière aujourd'hui ?

A ce sujet, le directeur du laboratoire Bio Ressources Naturelles de Chlef, le Dr A. Dilmi Bouras, relève que des pays de l'Afrique du Nord, l'Algérien est le plus grand consommateur de lait à raison de 110 l/hab/an suivi par le sujet tunisien avec 85 l, le Marocain 65 et l'habitant de la région subsaharienne 35 l.

Le scientifique relève aussi que l'Algérie importe 70% de ses disponibilités en lait et ses produits dérivés, soit 22% de la part de ses importations alimentaires, et que l'Algérie est le troisième importateur mondial et le plus dépendant.

Le chercheur relève aussi que l'Algérie est le premier importateur au monde de lait écrémé en poudre avec un volume de 18 000 t/an suivie par l'Indonésie qui en importe 13 000 t, l'Egypte 11 000 t, la Thaïlande vient avec 9 000 t/an.

Toujours selon cette source, l'Algérie est le premier pays importateur de lait écrémé en poudre parce que ses besoins augmentent en raison du rythme de développement démographique élevé et elle doit y faire face, et pour cela les unités de transformation se multiplient.

On indique que, pour faire face à ces dépenses croissantes, assurer les importations, le soutien des prix (25 DA le litre), préserver les entreprises d'Etat existantes déficitaires, on puise dans la rente pétrolière.

L'Etude fait ressortir aussi que de plus en plus, le groupe dominant Giplait se trouve confronté aujourd'hui à une concurrence sur les produits dérivés et qu'il ne doit sa survie qu'aux importations de la poudre de lait.

Evoquant les circuits de distribution du lait, l'étude montre qu'il en existe trois sortes, à savoir l'informel (autoconsommation et ventes de proximité), le circuit formel industriel avec ses produits dérivés et un circuit émergent dans lequel s'inscrivent les importateurs-distibuteurs privés directs.

On note également les contraintes auxquelles se trouve confrontée la filière de la production laitière, à savoir la réticence des petits éleveurs à s'inscrire dans le circuit du lait collecté, le coût élevé de la collecte, une production disparate, dispersée et irrégulière, une faible application de la régulation, de la normalisation notamment en matière de santé animale.

Partant de toutes ces constatations, de ce diagnostic sans appel d'un état de dépendance quasi-totale des importations du lait, on est en droit de se demander si cela est le résultat d'une fatalité irréversible.

Sommes-nous condamnés à ne compter que sur l'importation ? La chance de remettre en marche un système de production rentable efficace nécessitera, et c'est incontournable d'abord et avant tout, un remembrement des terres, une tâche qui constitue actuellement un défi majeur.

Karim O.